



Vie et mort d'un espoir populaire : paroles de Syriennes

Léon Mazas

9 décembre 2019

Texte inédit pour le site de Ballast

Il y a d'abord eu 55 entretiens, menés par la romancière et journaliste syrienne Samar Yazbek, opposante de gauche au régime baathiste. Puis un ouvrage, 19 femmes, traduit cette année en langue française, qui donne à lire 19 d'entre eux. Uniquement des femmes, toutes syriennes, toutes hostiles au pouvoir de Bachar el-Assad. Mais par-delà ces destins individuels, ordinaires en dépit de circonstances qui ne l'étaient en rien, c'est le récit collectif d'un détournement que l'auteure livre ici : le soulèvement populaire contre un gouvernement despotique a cédé place à l'obscurantisme. L'histoire d'une « terrible déchirure », celle d'un rêve de justice tombé entre les mains des « extrémistes islamistes ». Il a fallu, pour ces femmes, apprendre à lutter contre leur propre camp sans oublier jamais ce qui, en 2011, les avaient poussées à descendre dans la rue. ≡ Par Léon Mazas

[\[lire en espagnol\]](#)



Elles s'appellent Sara, Mariam, Dima, Zayn, Douha, Souad, Leila, Amal, Amina, Rana, Lina, Mouna, Roula, Rim, Alia, Hazâmi, Zaina, Fatima et Faten. Elles ont entre 20 et 77 ans. Elles ont cru et participé, chacune à leur façon mais toutes en leur qualité de civiles, au soulèvement contre Bachar el-Assad initié dans le sillage des « printemps arabes ». Après la Tunisie et l'Égypte, la Syrie s'insurgeait à son tour contre « *le régime dictatorial* ». L'auteure, écrivaine, journaliste et féministe de gauche, a pris part à la contestation.

A rêvé d'un État de droit laïc. A été incarcérée. Frappée. Puis a trouvé refuge en France à sa sortie de prison, avant de retourner en Syrie, sa fille placée à l'abri, pour y établir une ONG. Ces 19 femmes lui ont raconté « leur » révolution, et donc « leur » guerre. Elles sont traductrices, étudiantes en psychologie ou en sciences de l'éducation, journalistes, enseignantes, fonctionnaires ou directrices d'école ; rares sont celles qui échapperont à l'exil : des « *voix de la résistance* », écrit Yazbek.

L'espoir populaire

« Mars 2011. Des enfants sont torturés par les services de renseignement du régime pour avoir inscrit des slogans hostiles à Assad. »

Mars 2011. Des enfants sont torturés par les services de renseignement du régime pour avoir inscrit, aux murs de Deraa, au sud-ouest du pays, des slogans hostiles à Assad. Un appel est lancé sur Facebook « *pour une Syrie sans tyrannie* ». Trois jours plus tard, le pouvoir ouvre le feu sur les manifestants pacifiques — avant d'annoncer quelques réformes dans l'espoir, vain, d'enrayer l'essor d'une contestation authentiquement populaire. Pour Zayn, « *les premiers jours de la révolution ont été les plus magnifiques de [s]a vie* ». Rana, elle, n'en croit pas ses yeux : elle n'aurait pas pensé qu'un soulèvement soit possible dans un pays à ce point contrôlé par l'État — Hazâmi, septuagénaire, ne dit pas autre chose lorsqu'elle confie qu'elle n'aurait jamais songé



assister un jour à pareille mobilisation, tant « *l'appareil répressif du régime avait rendu terrifiant le simple fait de parler politique* ». Fatima non plus n'y a d'abord pas cru, puisqu'il « *était interdit d'avoir la moindre conscience politique* ». Mais voilà, la contestation est bel et bien là. Sara se rassemble avec des amies, filme les marches, lit des ouvrages sur les révolutions de par le monde. Zaina pleure littéralement à la vue des manifestants : de joie. Mariam brandit une banderole « *Nous réclamons la liberté* ». Lina, proche d'un collectif communiste, se prend à rêver d'une « *nation pour tous les Syriens* » et de l'instauration d'un État de droit. Comme Roula, qui aspire à « *la démocratie et la justice* ». Comme Dima, qui appelle à la liberté et à la dignité. L'idée qu'une révolution gagne la Syrie semble à cette dernière « *improbable* », mais qu'importe, elle se jette à l'eau.

En dépit des craintes de son entourage alaouite¹ face à l'omniprésence des slogans religieux dans les cortèges civils qui se rassemblent chaque vendredi au sortir des mosquées, Leila décide de s'y joindre. « *C'était plus fort que moi* » : elle qui se moquait de la politique aspire désormais à une Syrie affranchie et réalise qu'une « *large part* » de la population ne supporte plus la « *tyrannie* ». Dehors, c'est l'effervescence. Malgré la répression, aussi rapide que brutale, elle n'en espère pas moins un geste du régime : qu'il écoute la rue. Assad parle : « *du vent* ». À dessein, le régime vise spécifiquement les protestataires démocrates et laïcs, grévistes et partisans de la désobéissance civile. Lorsque Mariam évoque les « *idéaux* » qui l'ont poussée à faire sien le mouvement, elle répond : « *une Syrie libre et démocratique* ». Les mêmes épithètes, à chaque témoignage. Une Syrie débarrassée du pouvoir héréditaire des Assad, des injustices structurelles, de la chape de plomb d'un régime soi-disant « *socialiste* » converti au libéralisme économique et au « *modernisme*² ». Rim, 50 ans, ouvre sans délai ses portes aux manifestants.



□Homs, 11 mai 2012 | AP□

Même si, fin 2011, Rim déplore qu'on lui fasse savoir, à Barzé, que les femmes sont « *une ligne rouge* » et qu'elles n'ont rien à faire dans les rassemblements, elle descend dans la rue. Amina décide de s'impliquer après la mort et l'arrestation de proches. Bien qu'elle estime que « *la société syrienne n'était pas prête pour une révolution* », elle défile et appelle au rassemblement des musulmans et des chrétiens, au pacifisme et à l'unité nationale. Et c'est ainsi qu'elle assiste bientôt à la création de conseils locaux — des « *hommes de valeur* » sont à leur tête. Des comités populaires sont fondés dans des quartiers et des villages, des élections sont organisées, des expériences d'auto-organisation se mettent en place. Quatre mois après les premières manifestations, des déserteurs de l'armée du régime ont fondé l'ASL, l'Armée syrienne libre, sur la base de quatre bataillons. Leur but ? Protéger les civils face à la répression et renverser le gouvernement Assad. En octobre, le Conseil national syrien (CNS) est officiellement créé : il assure, de la Turquie, représenter 60 % des forces d'opposition³ et compte en son sein nombre de militants des Frères musulmans en exil⁴. Une militarisation que regrettent Rim et Hazâmi. « *C'était une folie, car dans les deux cas, avec ou sans armes, nous allions à la mort* », assure Sara. Mais Amina de nuancer : si les gens se sont armés, c'était « *avant tout pour se défendre* ».



La répression du régime

« Les bombardements sont quotidiens ; elle monte le son de la musique sitôt que s'abattent les engins explosifs, puis espère une fin rapide. »

Des chars entrent dans Hama, des navires de guerre bombardent Lattaquié ; à la fin de l'année 2011, l'ONU comptabilise environ 5 000 morts imputables au régime. L'usage de la torture est alors reconnu comme systématique. Au mois de juillet de l'année suivante, le régime retire ses troupes du Rojava, au nord de la Syrie, pour les envoyer à Alep, bientôt aux mains de l'opposition. Ainsi, le Parti de l'union démocratique (PYD) — à la fois critique du régime baathiste, de la militarisation du soulèvement et d'un CNS qu'il juge inféodé au gouvernement turc — s'impose-t-il, parfois rudement, afin d'instituer un gouvernement autonome fondé sur l'abolition du patriarcat et du capitalisme : un « *nouveau socialisme*⁵ », le confédéralisme démocratique⁶. Une révolte dans la révolte, en somme⁷.

Épaulé par le Hezbollah libanais et l'Iran (puis, à partir de 2015, par la Russie poutinienne), le régime syrien livre une guerre sans merci aux nombreuses forces rebelles. Aux civils, également. « *Notre seul choix était de défendre le peuple contre les terroristes. Il n'y en avait pas d'autres. [...] [S]i le Qatar n'avait pas financé dès le début ces terroristes, si la Turquie ne leur avait pas apporté un soutien logistique et l'Occident un soutien politique, les choses auraient été différentes*⁸ », se justifiera Assad en 2014. Sara, elle, a vu de ses yeux les dégâts occasionnés par les armes thermobariques. Comme elle a vu une mère et ses huit enfants mourir sous l'une d'entre elles. « *Nous ne pouvions pas croire à ce qui nous arrivait* », dit-elle encore. Elle fait des injections aux blessés, filme les massacres, enveloppe le corps des femmes tuées. Mariam, arrêtée, est torturée pour sa participation aux rassemblements pacifistes et à des actions d'ordre humanitaire — à sa sortie de prison, elle trouvera refuge en France. Sous les bombardements, Zayn se démène dans un hôpital alepin : « *Lorsqu'on nous apportait des corps d'enfants décapités [par les bombes du régime, ndla], j'étais prise de tremblements. [...] Je ne dormais plus.* » Elle est arrêtée, frappée, violée. On viole un opposant devant elle. « *J'ai vu des prisonniers sombrer dans la folie.* » La nourriture est pleine de rognure d'ongles et de cheveux. Du fond de sa cellule, elle refuse de voter pour Assad ; on la met à l'isolement. « *J'étais détruite psychologiquement et physiquement.* » Elle sort, distribue de la nourriture et des médicaments aux femmes et aux enfants d'Alep. Aide de nouveau à l'hôpital, enseigne. Les bombardements sont

quotidiens ; elle monte le son de la musique sitôt que s'abattent les engins explosifs, puis espère une fin rapide. Zayn en vient finalement à fuir son pays, pour gagner le Canada. « *Nous ne demandions pas grand-chose, un peu de dignité, de liberté et de justice. En retour, nous avons été exterminés [...].* »



□Bachar el-Assad à Ar-Raqqa, juin 2011 | REUTERS | Sana Sana□

Amina, mère de trois enfants, contribue au soulèvement en transportant de la nourriture et des médicaments. En octobre 2013, elle est arrêtée, frappée ; son mari est torturé. Libérée dans le cadre d'un échange de détenus, elle trouvera, anéantie, un toit au Liban. Après avoir participé l'espace de dix minutes à un rassemblement non-violent, Lina est elle aussi emprisonnée — ses camarades de gauche tomberont un à un dans les griffes de la Direction générale de la Sécurité. Elle sera torturée et violée. À Barzé, Rim assiste à la mort de sa voisine, tombée sous le tir d'un char du régime alors qu'elle sortait arroser des fleurs. « *Nous avons vu des corps en lambeaux partout. Nous ne comprenions pas pourquoi le régime s'en prenait ainsi à nous.* » Fatima travaille dans une pharmacie et accepte de soigner tous les combattants blessés, quels qu'ils soient, « *par humanité* » : elle est arrêtée, torturée à l'électricité. « *J'étais une simple pharmacienne* », s'évertue-t-elle à expliquer à ses bourreaux. Elle avouera à l'écrivaine ne plus croire en rien. Ne resteront, à l'exilée qu'elle deviendra quelque part en Europe, que ses nuits et leurs cauchemars.



La révolution avortée

« *Douha raconte : "La révolution s'est islamisée" et les gens comme elle, entendre progressistes, "n'avaient nulle part où aller".* »

« Je jure devant Dieu, vous soldats de Bachar, vous, chiens, que nous mangerons vos cœurs et vos foies », clame un commandant rebelle en mars 2013 : passé par la brigade al-Farouq, l'une des principales de l'ASL, il est alors en train de porter à sa bouche, face caméra, deux des organes qu'il vient d'arracher au corps d'un soldat loyaliste. Trois mois plus tôt, l'ASL, qui dispose d'unités sur presque tout le territoire, a mis en place une structure de commandement unifiée⁹. À sa tête, Salim Idriss, ancien général de l'armée d'Assad (limogé, on le retrouvera en 2019 aux côtés de l'armée turque pour éradiquer l'Administration du Rojava). Mais, en mai 2013, la direction de l'ASL reconnaît qu'il lui est difficile d'unifier les rebelles et indique qu'elle travaille en étroite collaboration avec l'organisation salafiste Ahrar al-Cham¹⁰. Jabhat al-Nosra, alors considéré comme la branche syrienne d'Al-Qaïda, voit pour sa part venir à lui nombre de rebelles de l'ASL. En septembre de la même année, 13 groupes combattants — dont certains appartiennent à l'ASL — annoncent que la lutte contre le gouvernement doit se placer sous le sceau de la loi coranique ; deux mois plus tard, le Front islamique est créé avec l'appui de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'Erdoğan, et devient de facto la plus grosse formation de l'opposition : il rassemble sept organisations (dont une kurde), compte 45 à 70 000 combattants et assure dans sa charte travailler à la mise en place d'un État islamique¹¹. Fin 2013, note Michel Duclos, ancien ambassadeur en Syrie, la guerre civile « est devenue un conflit largement confessionnel » au sein duquel les rebelles islamistes ont pris « l'ascendant¹² ». Dans semblable configuration, une alliance globale Rojava-ASL était de toute évidence impossible¹³ — d'autant que les révolutionnaires kurdes, rappelait la même année l'un des porte-parole du PYD, « constatent que des éléments se réclamant de l'ASL les agressent¹⁴ » : ainsi, dès 2012, de combats contre les YPG à Ras al-Aïn et d'une dirigeante YPJ capturée, puis livrée par l'ASL à la Turquie pour y être torturée¹⁵.

« Je pense que la révolution s'est achevée en 2013 », avoue Sara à l'auteure de 19 femmes. Dima relève pour sa part avoir « vu le tissu social se transformer brusquement » dès la fin de l'année précédente. Douha raconte : « La révolution s'est islamisée » et les gens comme elle, entendre progressistes, « n'avaient nulle part où aller ». Amal, dont le frère a rallié l'opposition armée, songe à s'installer dans le bastion

rebelle de la Ghouta, à proximité de Damas, suite au massacre au gaz sarin d'août 2013 ; elle renonce, ne souhaitant pas se voir imposer le port du voile, puis quitte la Syrie puisque les régions « libérées » par l'ASL sont « contrôlées par les groupes islamistes ». Rana, elle, est allée jusqu'à se rendre dans les secteurs que le régime a quittés ; elle découvre qu'il lui faut arborer une tenue islamique et, stupéfaite, confiera à l'écrivaine : « *Nous nous étions révoltés pour plus de dignité et non pas pour que des extrémistes et des barbus viennent dans notre pays ! [...] Cela signifiait vivre dans une grande prison.* » Alors décide-t-elle d'aller prêter main forte dans un camp de réfugiés au nord du pays.



□Front al-Nosra, Idleb, 17 mai | REUTERS | Hamid Khatib□

Lina, comme Douha, réalise que les progressistes « *sont bien peu de chose* », coincés qu'ils se trouvent entre la dictature et ses opposants. À la Goutha, elle refuse le voilement imposé par les rebelles et n'entend pas qu'ils menacent les femmes au prétexte qu'elles conduisent (Zayn, à Alep, livre un témoignage analogue : on la harcèle car elle se montre au volant et refuse de porter un niqab). Début 2013, Lina note que les mots « dignité » et « État civil », qui frappaient l'emblème d'une brigade rebelle, cèdent place à la formule « Il n'y a de Dieu que Dieu » : malgré d'évidentes résistances, raconte-t-elle, les combattants « *ont fini par céder* », c'est-à-dire embrasser l'extrémisme religieux. Elle quitte Deraa et se réfugie en France, plongée dans un « *chagrin indescriptible* ».



« Le régime d'Assad nous a opprimés politiquement, eux [les islamistes] ils nous tyrannisent politiquement et socialement. »

Mouna, engagée comme civile à Raqqa, assiste à l'hégémonie grandissante d'Ahrar al-Cham — l'un de ses fondateurs, Hassan Abboud, a été libéré par le régime au début du soulèvement populaire : il expliquait à Al Jazeera en 2013 : « *Nous partageons le même but final : un État islamique. L'ASL, le Front islamique, al-Nosra et Daech y aspirent. Cependant, quand il est question de tactiques, de stratégies ou de méthodes, nous pouvons être d'accord, ou non*¹⁶. » Mouna déplore que « *les choses ont alors changé* » pour les femmes et les militants laïcs. Lorsque Jabhat al-Nosra s'empare de la ville, on lui ordonne de revêtir une « *tenue légale* » et ne lui adresse plus la parole. Les tribunaux islamiques d'Ahrar al-Cham lui apparaissent comme « *pires que le régime d'Assad* ». Partant, elle fuit en Turquie. « *Le pire c'est qu'avant la révolution, j'étais libre de faire ce que je voulais [...]. Brusquement, ce monde vaste est devenu cloisonné. [...] Nous nous étions révoltés contre le régime pour réclamer plus de liberté, mais au final nos droits ont reculé de plusieurs siècles.* »

Roula s'est inquiétée, « *après les premiers mois du soulèvement* », des slogans à caractère religieux. Mais elle veut croire à une révolution démocratique et s'engage bénévolement auprès des populations que les bombardements du régime ont déplacées. Voyant que le discours confessionnel est devenu « *monnaie courante* » chez les rebelles, elle en vient toutefois à prendre ses distances, actant que les partisans d'une ligne nationaliste sont « *rare* ». Leila, fille de la classe moyenne de Homs, pleure pareillement les divisions communautaires. Un proche lui confie : les hommes du régime sont « *ignobles* » mais l'alaouite qu'il est redoute que « *[s]a famille soit égorgée par les sunnites* ». Leila avoue avoir perdu tout espoir : la jeune femme laisse la Syrie derrière elle, direction le Liban. Zaina, qui a accueilli le soulèvement de 2011 avec ferveur, abandonne son pays cinq ans plus tard : en exil, les remords l'étreignent. La culpabilité, même. Tout cela, « *pour rien* ». « *Nous sommes descendus dans les rues pour protester, mais au final nous n'avons fait que renforcer l'oppression que subissaient les gens* », avoue-t-elle à l'auteure. Un sentiment d'effondrement l'habite. « *Le régime d'Assad nous a opprimés politiquement, eux [les islamistes] ils nous tyrannisent politiquement et socialement. L'oppression des islamistes est beaucoup plus violente sur nous les femmes.* » Et Faten d'en témoigner : l'extrémisme religieux n'est pas seulement le fruit de la répression et de l'instrumentalisation du régime — à Douma, il existait déjà.



□Kobané | AFP□

Si Dima participe à la communication de groupes armés (ses liens les plus proches sont avec al-Nosra), elle reconnaît n'avoir « *pas compris* » qu'ils aspiraient au pouvoir et tuaient « *pour acquérir une place centrale dans la société* ». L'ASL lui a reproché de travailler aux côtés d'hommes et a attaqué la faction féminine rebelle que l'une de ses amies a fondée. C'est pour elle une désillusion : Dima avait marché dans la rue contre un pouvoir inique et n'aurait jamais cru assister à pareil regrès. « *Parmi [les rebelles], il y avait des voleurs qui ont fait bien pire que l'armée du régime.* » Lorsqu'elle s'aperçoit que le drapeau syrien du soulèvement a été remplacé par la bannière noire des théocrates, elle exprime son désaccord ; fin 2014, dit-elle, le caractère national et pluriculturel de la guérilla a entièrement disparu. Elle prend du recul et, sous les bombes du régime, s'effraie d'une « *règle* » qui s'impose en zone rebelle : les femmes blessées ne sont pas soignées car c'est un péché, pour un homme médecin, que de les toucher. « *Elles sont plusieurs à être mortes à cause de ça.* » Dima continue pourtant : elle travaille pour un centre de femmes, participe à des ateliers d'alphabétisation. Mais lorsque Jaysh al-islam, une faction salafiste initialement liée à l'ASL (qui appelle à ce que Damas soit « *nettoyée de la crasse* » des chiïtes et des alaouites), prend les rênes de la Ghouta, elle se sent en danger de mort et décide de battre en retraite. « *Les combattants islamistes ne valaient guère mieux que les hommes du régime* », conclut-elle, réfugiée à l'étranger et portant le deuil du « *rêve de la révolution* ».



« La cause de ces 19 femmes était "pourtant si juste", n'en finit-elle pas de nous rappeler. Nul ne saurait en douter. »

« Je n'arrivais pas à croire qu'on nous humiliait simplement parce que nous étions des femmes. Je ne me faisais pas à l'idée que nos compagnons de la révolution se comportent ainsi », confie Sara, qui, « dès le début » du soulèvement, eut à souffrir de la domination masculine. Elle a marché, filmé, alerté les médias internationaux sur la répression du gouvernement, enduré les bombardements chimiques, et voici qu'on lui hurle de rentrer chez elle, qu'on informe son père de ses contacts avec les hommes — alors, elle aussi, elle partira. Si elle rappelle qu'Assad est sans contredit le premier responsable de la guerre civile, elle fait savoir à l'auteure que la « principale raison » de son départ incombe aux islamistes. Et Faten, fille de la Douma, croyante et pratiquante, de souffler : « La révolution a dévoré ses enfants, et ceux qui s'étaient insurgés contre Assad sont devenus des monstres comme lui. »

*

Au mois d'octobre 2019, le régime syrien annonce que la province d'Idleb, dernier fief rebelle dominé par Hayat Tahrir al-Cham, un temps lié à Al-Qaïda, est « la clé » pour mettre un terme à la guerre civile. Le même mois, au nord du pays, la Turquie d'Erdoğan, profitant du départ soudain des troupes étasuniennes, envahit le Rojava dans l'espoir d'écraser l'Administration autonome, d'abattre la *Şoreşa Jin* (la Révolution des femmes) et de recomposer démographiquement les futurs territoires occupés en les « nettoyant » de leur présence kurde. Sur le terrain, pour massacrer et piller, l'armée turque peut compter sur son auxiliaire zélé, l'Armée nationale syrienne — héritière de l'ASL, elle est aujourd'hui la force officielle du gouvernement intérimaire syrien et le bras armé de l'opposition en exil. En vue d'éviter ce qu'elles nomment un « génocide », les autorités du Rojava font appel au pouvoir central et souverain : « un compromis douloureux » impliquant le retour du régime, honni pour son passif anti-kurde, dans la région autonome. Le même mois, enfin, le leader irakien de Daech est éliminé lors d'une opération conduite par le gouvernement Trump.

8 ans de guerre. L'exil du quart de la population. La mort, civils et tous combattants confondus, de 300 à 500 000 personnes — selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, plus de 85 000 civils ont été tués par le régime, dont près de 30 % par l'aviation. « Nous rêvions à l'impossible : la justice », écrit Samar Yazbek en ouverture de son livre. Les partisans d'une révolution démocratique avaient imaginé une Syrie soucieuse des droits humains, enfin délestée d'un pouvoir totalitaire ; la révolution n'a



pas eu lieu : Assad est toujours au pouvoir et l'opposition islamiste a plongé l'élan révolutionnaire dans « *la régression brutale* ». À l'heure où s'éloigne le scénario de l'éclatement de l'État-nation syrien, le gouvernement travaille désormais à sa normalisation diplomatique. Fin novembre 2019, Assad avance à *Paris Match* qu'il n'a jamais existé aucun « *soulèvement populaire* » et se fend d'un récit binaire : « *des Syriens contre les terroristes* ». Quelques jours plus tard, une dizaine de civils meurent sous les bombardements dans la province d'Idleb. « *[N]ous avons tout perdu, y compris l'espoir. Parce que face à une machine de guerre monstrueuse, on est complètement dépassés. [...] La Syrie n'existe plus*¹⁷ », estime aujourd'hui Samar Yazbek. La cause de ces 19 femmes était « *pourtant si juste* », n'en finit-elle pas de nous rappeler. Nul ne saurait en douter.

Photographie de bannière : Syrie, 25 mars 2015 | Yasin Akgul | AFP | Getty Images

1. L'alaouisme est une branche hétérodoxe du chiisme. Les alaouites, aussi appelés « nosayris », constituent 10 % de la population du pays. C'est de cette minorité dont est issue le clan Assad.[↔]
2. Subhi Hadidi, Ziad Majed et Farouk Mardam-Bey, *Dans la tête de Bachar al-Assad*, Solin/Actes Sud, 2018, p. 14.[↔]
3. Reuters, « Syrian council wants recognition as voice of opposition », 10 octobre 2011.[↔]
4. Le gouvernement intérimaire du CNS ne comptera aucun ministre kurde. Le Conseil national kurde (KNC/ENKS), opposé au mouvement révolutionnaire kurde et parrainé par Massoud Barzani, alors président corrompu du Kurdistan irakien, le quittera, arguant qu'un gouvernement syrien qui n'inclurait pas l'ensemble du peuple serait voué à l'échec.[↔]
5. Selon la formule de Cemil Bayik, cadre du PKK. *La Commune du Rojava*, Syllepse, 2017, p. 70.[↔]
6. Issu du marxisme-léninisme, il fait de la mort du « mâle dominant » le « principe fondamental » de la lutte révolutionnaire (Abdullah Öcalan, *Libérer la vie : la révolution de la femme*, International Initiative Edition, 2013) et promeut la démocratie communale, la critique de l'État-nation, le pluralisme culturel et l'écologie.[↔]
7. Nous empruntons la formule à Raphaël Lebrujah, *Comprendre le Rojava dans la guerre civile syrienne*, Éditions du croquant, 2018, p. 34.[↔]
8. Régis Le Sommier, *Assad*, Éditions de la Martinière, 2018, pp. 52-53.[↔]
9. Neil MacFarquhar et Hwaida Saad, « Rebel Groups in Syria Make Framework for Military », *The New York Times*, 7 décembre 2012.[↔]
10. David Enders et McClatchy Foreign Staff, « Syrian rebel leader Salim Idriss admits difficulty of unifying fighters », 7 mai 2013.[↔]
11. Beyrouth Agence France-press, « New rebel alliance wants Syria as 'Islamic state' », 27 novembre 2013.[↔]
12. Michel Duclos, *La Longue nuit syrienne*, Éditions de l'Observatoire, 2019, pp. 115-116.[↔]
13. Il n'en exista pas moins des rapprochements circonstanciés : rappelons, par exemple, l'alliance Volcan de l'Euphrate en 2014 : des brigades de l'ASL et les YPG/J s'unirent contre Daech à Raqqa. L'alliance rejoindrait un an plus tard les Forces démocratiques syriennes (FDS).[↔]
14. Rhodi Mellek, « Il n'y aura aucune solution à la crise syrienne sans résolution du dossier kurde », Jeune Afrique, 14 juin 2013.[↔]
15. Julie Schneider, « En Syrie, les Kurdes pris entre deux feux », *Le Point*, 1^{er} octobre 2013.[↔]
16. Talk to Al Jazeera - Hassan Abboud: « We will fight for our rights », 21 décembre 2013,



https://youtu.be/1DKwu_gbSCE?t=1021.[↵]

17. « Samar Yazbek : "A travers la voix de ces Syriennes, je veux dire qu'on n'est pas des victimes mais des résistantes" », *Libération*, 13 septembre 2019.[↵]